

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°924 du 25 Août 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

MONDIALISATION IRRESPONSABLE ET INJUSTE

La crise qui secoue les banques et les bourses du monde entier est la rançon d'une mondialisation irresponsable et injuste.

Bien évidemment, je suis un partisan convaincu de la mondialisation quand elle signifie l'élargissement de l'espace marchand au monde entier, la suppression de toutes les frontières économiques et le jeu bienfaisant de la concurrence.

Hélas, les vertus de la mondialisation sont altérées par la rémanence de politiques, de mœurs et d'institutions héritées de l'économie dirigée et protectionniste qui a dominé le XXème siècle.

La monnaie gérée par les banques centrales est un exemple de ces scories du passé. Cette Lettre vous donne une lecture simple de l'affaire des « subprime ». En quête de taux d'intérêt usuraires certaines banques et opérateurs financiers se sont lancés dans des crédits très risqués : on a prêté à des gens a priori insolvable pour qu'ils apposent leur signature au bas d'un contrat de vente d'un appartement ou d'une maison. Tout le monde y trouve son compte : des impécunieux peuvent accéder à la propriété (ce qui semble très « social »), les promoteurs et agents immobiliers vendent des mètres carrés, et les banques s'engraissent rapidement.

Mais la fatalité veut que tôt ou tard la « chaîne » se casse. Les emprunteurs ne remboursant pas, les banques ne peuvent reconstituer leurs liquidités. Fort heureusement, les banques centrales leur tendent une main secourable. « Nous couvrirons tous les crédits à 100% », dit la Banque Centrale Européenne. De son côté, sans s'en vanter, la FED américaine abaisse son taux d'intérêt pour permettre aux banques de se ravitailler en billets verts auprès d'elle, et à moindres frais.

Pensons à une chose : si les banques avaient dû payer sur-le-champ leurs erreurs de gestion, elles ne se seraient pas comportées de la même manière. Mais elles savent disposer du parachute des banques centrales, et elles sont quasi-certaines d'une impunité. En clair, le système monétaire est aujourd'hui une prime à l'irresponsabilité des banques.

Ce laxisme des banques centrales faisait la crainte de RUEFF, FRIEDMAN et HAYEK. Ils savaient que la manipulation de la monnaie par les banques centrales ne pouvait amener que désajustements dans l'économie, distribution de « faux droits » (Jacques Rueff). Car l'économie de marché étant une économie de responsabilité, le crédit ne peut s'obtenir que si on y a un droit économique, c'est-à-dire une possibilité de rembourser sur une valeur future. Quand YUNUS prête à de micro-entreprises en Inde ou en Afrique, l'argent va à des individus ou des familles qui développeront une activité, qui travailleront de façon intense et intelligente. Ce sont de « vrais droits ». Quand on accorde un crédit à la consommation ou au logement à des assistés sociaux (même s'ils n'y sont pour rien), on distribue de faux droits. Les keynésiens, évidemment, n'y voient qu'avantages : pour prospérer l'essentiel n'est-il pas de dépenser ?

La « justice sociale » si souvent évoquée en l'affaire n'y trouve pas son compte. Car des milliers de gens vont finalement payer l'addition bien malgré eux. D'abord les actionnaires et le personnel des banques et institutions financières perdantes : leur patrimoine ou leur salaire sera amputé. Ensuite, les victimes prochaines de l'inflation qui suit inmanquablement l'émission inconsidérée de monnaie

par les banques centrales : ce sont les plus dépourvus qui sont les premiers frappés. Encore les contribuables, quand l'Etat se mettra en peine d'apporter sa garantie et fera gonfler encore la dette publique. Enfin, tous ceux qui vont finalement pâtir des dérèglements introduits dans le marché, parce que les prix et les revenus auront été faussés par la dégradation de la monnaie et la politique de « monnaie facile ».

L'irresponsabilité et la facilité ne peuvent s'instaurer dans une économie de marché. Tant que les échanges ont été nationaux, un pays déraisonnable supportait seul les conséquences de ses erreurs. La mondialisation permet à tous les pays de progresser, mais mondialise aussi les comportements aberrants. Nous en sommes là.

Deux voies se présentent devant nous : ou bien revenir à l'économie nationale fermée – c'est le scénario catastrophe impensable aujourd'hui – ou bien accompagner la mondialisation des nécessaires disciplines qu'elle requiert. Il faut réviser les institutions monétaires, mais aussi les institutions politiques, fiscales, juridiques, sociales, qui ne s'accordent pas avec cette loi fondamentale de l'humanité : pas de liberté ni de progrès sans responsabilité.

Ce sont les institutions d'une mondialisation responsable et juste qui vont se mettre en place, pourvu que les Etats cessent de manipuler les échanges et leurs règles du jeu.

Nous sommes réunis à Aix en Provence en cette XXX^e Université de la Nouvelle Economie pour en parler. Mais aussi pour rappeler à tous les décideurs politiques que le temps est venu non seulement des réformes institutionnelles propices à la concurrence et à la compétitivité, mais aussi d'un recul de leurs interventions et d'un retrait de leurs ambitions. Certains pays pourraient souffrir lourdement de ne pas entendre l'avertissement, et la France plus que tout autre puisqu'elle a les institutions les plus décalées par rapport aux exigences de la mondialisation.

Jacques Garelo

Conjoncture

UN ETE FISCAL ET BUDGETAIRE

Ce devait être l'été des réformes (les fameux cent jours) : on n'aura pas vu grand chose. Mais du moins a-t-on voté ou annoncé de nombreuses mesures fiscales et budgétaires : des baisses d'impôts et l'annonce des grandes lignes du budget 2008. A priori, quand des baisses d'impôts sont annoncées, les libéraux devraient se réjouir. Mais les baisses sont minimales et ne portent pas forcément sur les bons impôts. Quant au budget 2008, on a du mal à percevoir la rupture annoncée. Bref, tout cela confirme l'impression de caresse fiscale (et non pas de choc fiscal) annoncée ici même avant l'été.

Des demi-mesures fiscales

Comme nos amis de Contribuables associés, saluons l'effort qui a été fait : il est si rare en France de baisser les impôts. Exonérer les héritiers de droits de succession, c'est une bonne mesure, surtout dans un pays où le patrimoine est surtaxé. Mais nous ne comprenons pas pourquoi on s'est arrêté en chemin : 95% des successions, c'est bien, mais c'est encore stigmatiser les « riches » ; 100%, cela aurait été beaucoup mieux. Les riches ont-ils volé leur argent ? Sommes-nous encore dans la logique de la lutte des classes ? Pourquoi ceux qui ont pu entreprendre plus que les autres devraient-ils voir leurs héritiers pénalisés ?

Deuxième mesure : les réductions -sensibles- de l'impôt de solidarité sur la fortune, en particulier pour ceux qui investissent dans les PME. Là encore, l'IFRAP a salué la mesure comme il convenait. C'est bon pour nos entreprises et pour l'emploi et cela vide largement l'ISF de son contenu. Mais pourquoi une telle hypocrisie ? 518 000 foyers sont concernés cette année par l'ISF. Sont-ils tous d'affreux capitalistes, ayant volé leur argent aux pauvres ? On sait que désormais l'ISF touche les classes moyennes. Mais de toute façon, l'ISF ne se justifie pas plus sur les plus riches et explique

deux délocalisations par jour. L'Etat lui-même est perdant à ce jeu-là. Le simple bon sens -et le courage politique- aurait du conduire à supprimer purement et simplement l'ISF. Encore une demie mesure, qui ne changera pas le climat de suspicion contre « la richesse ».

Troisième mesure : le bouclier fiscal. Le principe est excellent. Que les impôts ne dépassent pas un certain pourcentage. On a fixé la barre à 50% : c'est encore considérable, mais mieux que les 60% d'avant, d'autant plus que CSG et CRDS y figurent désormais. Mais ce n'est pas très pédagogique, car les Français en concluent que personne ne paiera plus de 50% de prélèvements. C'est compter sans les autres impôts (dont les impôts indirects) et les cotisations sociales obligatoires. Nombreux seront donc ceux qui paieront encore plus de 50% : est-il raisonnable de prélever plus de la moitié de ce que gagne quelqu'un ?

Pour ces trois réformes le gouvernement a agi davantage par opportunité politique que par respect des droits du citoyen à commencer par le droit de propriété. Toujours « l'empirisme » préféré au « dogmatisme » !

Rien pour atténuer la progressivité de l'impôt

Dans une véritable réforme fiscale, le cœur aurait dû concerner l'impôt sur le revenu, car c'est l'impôt antiéconomique (et injuste) par excellence, puisqu'il est progressif. Certes, quelques mini-mesures ont concerné cet impôt, essentiellement l'exonération d'impôt (et aussi de cotisations) sur les heures supplémentaires. C'est indiscutablement une incitation à travailler plus (« pour gagner plus ») et donc à développer l'offre, source de nouveaux revenus et de nouveaux emplois.

Mais c'est une mesure microscopique par rapport à l'enjeu et cela ne réduit pas l'essentiel, qui est le taux de l'impôt. Une vraie réforme fiscale aurait consisté à atténuer dans un premier temps la progressivité de l'impôt (par exemple avec une tranche à 20% et une autre à 30%, contre 40% aujourd'hui, comme nous le proposons dans le guide du candidat (www.guideducandidat.forg)). Et dans un second temps à passer à la flat tax (20% selon nos propositions). Signalons en passant que cet été la Bulgarie, à son tour, vient d'adopter la flat tax qui sera fixée à 10% en 2008 (c'est la coalition de centre-gauche qui a pris cette mesure).

De plus, alors que la question fondamentale est celle de baisser les impôts et donc d'un plafond d'impôt, le gouvernement, pour faire plaisir à l'opposition, a promis d'étudier « un impôt plancher », un « impôt minimum »... pour atténuer le bouclier fiscal. Un Smic fiscal en quelque sorte pour être sur que personne n'échappe à l'impôt. On verra ce qu'il adviendra de ce projet, mais la proposition est pour le moins contestable.

Promesse non tenue sur le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux

Et pour 2008 ? Les premières annonces concernant le budget ont été connues cet été. Tout le monde sait que pour réduire massivement et durablement les impôts, il faut s'attaquer aux dépenses publiques. Nicolas SARKOZY avait pris à ce sujet un engagement prometteur : ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite (par exemple, déclaration au Monde du 23 janvier : « Je fais mien l'objectif de ne pas remplacer le départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux »). Nous aurions préféré 100%, mais 50% c'était un premier pas. Et le candidat avait annoncé qu'il tiendrait toutes ses promesses.

A l'arrivée, que trouve-t-on ? Il devrait y avoir, en 2008, 80 000 départs en retraite. Le gouvernement a décidé de ne pas en remplacer 22 700, soit moins du tiers. Autrement dit, plus des deux tiers des fonctionnaires partant en retraite seront remplacés. Voilà une occasion historique de gâchée, car une telle configuration ne se produira que pendant quelques années.

Notre déception, voire notre désillusion, est grande. Car sans baisse du nombre de fonctionnaires, sans privatisation des services publics, il n'y aura pas de baisse des dépenses (d'ailleurs celles-ci seront maintenues, les dépenses étant stabilisées en volume, ce qui veut dire une hausse en valeur). Et sans baisse des dépenses publiques, il n'y aura pas de vraie baisse d'impôt, en tous cas pas de quoi provoquer un choc fiscal. Où est la rupture ? Nous ne la trouvons ni du côté des dépenses, ni du côté des impôts. Pourtant, Nicolas SARKOZY sait bien que les réformes se font en début de mandat ou pas du tout. Les conditions politiques sont encore réunies, mais à trop tarder le gouvernement se discréditera très vite, du moins aux yeux de ses électeurs.

POUTINE : « BACK IN THE USSR »

On se souvient de la célèbre chanson des Beatles, qui ouvre « l'album blanc », première chanson de la première face du premier 33 tours du double album titré The Beatles. Ce pourrait être aujourd'hui le nouveau slogan de Vladimir POUTINE. Nous l'avions annoncé il y a déjà plusieurs mois. Cette dérive se confirme de jour en jour.

Certes, on était déjà habitué à toutes les atteintes aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales : atteinte au droit de propriété, au profit de l'Etat ou des obligés du régime ; atteinte aux droits des opposants, qui se retrouvent en prison, ou en Sibérie et maintenant, ce qui rappelle de tristes souvenirs, en hôpital psychiatrique, comme cela vient d'arriver à une journaliste trop curieuse ; et même assassinats de journalistes indépendants ; refus de reconnaître les droits et l'autonomie des ONG et des associations. Provocations internationales, par exemple à propos du sous-sol de l'Arctique ou avec la reprise des vols de bombardiers stratégiques hors de la Russie. La liste s'allonge chaque jour.

Mais on vient de passer à une nouvelle étape, comme le rapporte longuement Le Figaro sous le titre sans équivoque « POUTINE réhabilite le passé communiste ». Il s'agit d'un « resoviétisation » de l'histoire du pays. Le Figaro parle même, à juste titre, d'un vent « révisionniste ». POUTINE fait en effet dans la nuance, en particulier quand il déclare devant des spécialistes de sciences humaines, que l'histoire de l'URSS avait eu « moins de pages noires que celle des Etats-Unis » et que les répressions staliniennes avaient été « moins terribles » que la guerre au Vietnam.

Et d'en rajouter une couche en disant « nous n'avons pas utilisé d'armes nucléaires contre la population civile » (allusion à Hiroshima) et nous n'avons pas « arrosé d'agents chimiques des milliers de kilomètres carrés » (allusion au Vietnam). Au fond, dit-il, « nos pages noires ne sont pas si terribles ». Bref, ce qu'il faut, c'est « une approche patriotique de l'histoire », un « national-historicisme » en quelque sorte. Où est la période ELTSINE et sa condamnation des millions de morts du communisme ? ELTSINE souhaitait un Nuremberg du communisme. L'ancienne nomenklatura l'avait amené à renoncer. Désormais il n'en est plus question !

POUTINE au contraire s'inscrit dans la continuité et réhabilite l'histoire, toute l'histoire de la Russie, y compris la période de l'URSS. Et, en passant, il en réhabilite les méthodes criminelles. Quant aux manuels d'histoire, comme le montre Le Figaro, ils sont souvent réécrits, ou mieux encore, dans de nombreux cas, on a recours en classe aux manuels de l'époque soviétique. L'histoire est vue du côté de l'Etat, qui ne reconnaît pas de crimes, mais qui ne fait que remporter « des victoires ».

Les fêtes célébrées sont pour le moins suspectes, comme le « jour du tchékiste » (officiers de la police secrète), célébré chaque année avec la participation du président ! STALINE n'est plus vu comme l'auteur de crimes, mais uniquement comme le vainqueur du nazisme. Et POUTINE a installé au Kremlin le buste de Félix DZERJINSKI, fondateur des services secrets communistes. Il faut dire aussi que POUTINE a déclaré que l'effondrement de l'URSS avait été « la plus grande catastrophe du XX^e siècle ».

L'art lui-même doit se plier aux nouvelles normes historiques et si les films ne collent pas à l'idéologie patriotique, ils restent en panne. Quand on connaît les beautés de l'art socialiste et des commandes d'Etat, par exemple la beauté des immeubles et des monuments staliniens, on peut être inquiet pour l'avenir de la Russie.

Tout cela n'est pas fait pour rassurer. L'histoire de l'URSS est indissociable de celle de ses crimes. Réhabiliter la période qui commence en 1917, c'est aussi réhabiliter les méthodes de cette période. Les démocraties avaient été faibles avec le nazisme ; elles l'ont été avec le stalinisme ; vont-elles ouvrir les yeux face au tournant que prend la Russie de POUTINE ? Ou vont-elles laisser ce grand pays revenir à l'époque de l'URSS ?

JACQUES ATTALI, NOUVEAU JACQUES RUEFF

La scène s'est passée en trois temps. Dans un premier temps, François FILLON a annoncé la création d'une commission chargée de recenser les obstacles à la croissance. Certes, on pourrait se dire qu'une commission de plus, c'est encore reculer les réformes dont le pays a besoin. Mais François FILLON a fait référence à la fameuse commission RUEFF-ARMAND, créée au début de la V^e République, justement pour recenser les obstacles à la croissance. Elle avait montré que ces obstacles étaient avant tout d'ordre réglementaire : ce sont les décisions étatiques qui freinent la croissance, depuis le contrôle des prix jusqu'à l'organisation des professions fermées : en fait, le refus par l'Etat de laisser jouer librement la concurrence.

Certes, la mission jadis confiée au tandem RUEFF-ARMAND est toujours d'actualité, puisque la plupart des réformes proposées à l'époque n'ont jamais été mises en œuvre. Il y a peu, la commission CAMDESSUS, qui avait le même objet, est arrivée aux mêmes conclusions. Elles sont restées sans suite d'ailleurs, compte tenu de l'inertie de l'Etat et du poids des lobbies anticoncurrentiels. Mais l'initiative du Premier Ministre paraissait sympathique : on pourrait enfin dire ouvertement que la France est malade de son secteur public, de ses corporations, de ses syndicats, de ses privilèges et des dépenses de ses administrations.

Restait la deuxième étape : trouver un président. SARKOZY et FILLON ont eu la bonne idée de faire appel à Philippe SEGUIN. C'était déjà tout un programme, compte tenu de l'homme, et de la fonction : qu'attendre d'un planiste premier président de la Cour des comptes ? Sans aucun doute une vision étatique de l'économie. Même si les récents rapports de la Cour des comptes ont été très instructifs, mais ils sont rarement très libéraux au niveau des propositions.

Comme toujours, SEGUIN a demandé à réfléchir, pour finalement dire non, comme d'habitude, car s'engager ne sied pas à un membre de la Cour des comptes (sic !). Il fallait donc trouver un nouveau président. SARKOZY allait-il se tourner, ce qui aurait semblé logique, vers un économiste, peut-être pas libéral, n'exagérons pas, mais du moins favorable au libre marché ? C'était compter sans le souci d'ouverture à gauche de notre Président.

Il est allé chercher ATTALI ! Jacques ATTALI, l'ancien conseiller de François MITTERRAND, toujours attaché au socialisme triomphant version 1981, qui s'est ensuite illustré comme on le sait à la tête de la Banque Européenne de Développement et de Reconstruction, dont il a été promptement limogé. Ses compétences en matière d'économie sont connues, puisqu'il a soutenu depuis des décennies qu'il n'y a pas de science économique (« l'anti-économique »). Il faut donc croire d'une part que la science n'intéresse pas les gouvernants, d'autre part qu'il n'y a aucun économiste à droite ou au centre, puisqu'il faut aller chercher les ignorants de gauche. Le président et le premier ministre ont été assez élégants pour laisser ATTALI choisir nombre des membres de sa commission et fixer ses objectifs à sa guise. Pour les objectifs, il a déclaré aux Echos qu'il y aurait « des réformes radicalement de gauche pour assurer la justice sociale nécessaire à la croissance ». Ce n'était pas tout à fait la ligne du rapport RUEFF-ARMAND qui avait beaucoup insisté sur le rôle néfaste des professions fermées, de la réglementation et des monopoles publics. Va-t-on seulement en parler ? Pas du tout : « ce n'est qu'une dimension lilliputienne du sujet ». Il est sûr que par rapport à Jacques RUEFF, ATTALI est un géant. Il a même écrit une brève histoire de l'avenir, composée de sonnettes politiquement correctes.

L'ouverture prônée par le Président prend maintenant l'allure de trous béants. Faut-il un Français à la tête du FMI ? On va chercher STRAUSS-KAHN, socialiste keynésien et dirigiste, seul professeur d'économie connu du pouvoir (et on apprend que sa campagne, selon Le Figaro, est « financièrement prise en charge par l'Etat français »). Faut-il un président à la nouvelle commission RUEFF ? On va chercher ATTALI, ce qui est une offense à la mémoire de RUEFF. A-t-on besoin de Jack LANG pour réformer les institutions ? Les hommes politiques de droite ne connaissent les libéraux que quand ils sont dans l'opposition, car ils ont alors besoin de leur soutien. Une fois au pouvoir, elle ne connaît plus que les économistes de gauche, puisqu'elle veut faire une politique de gauche. La faiblesse des libéraux, c'est de ne pas être de gauche... ni de droite non plus !

ASSURANCE-MALADIE : LE MALADE PAIERA...

Si l'on a moins parlé cet été de la Sécu que du budget et des impôts, ce sujet reste d'une brûlante actualité et devrait constituer un des points chauds de la rentrée. Tout d'abord, on a appris, sans surprise pour nous, que le déficit ne cessait de se creuser : 10 milliards pour le régime général en 2006 et 12,3 milliards en 2007. Comme prévu, le déficit des retraites s'accroît et celui de l'assurance maladie, que l'on avait dit enfin vaincu, reste le plus élevé et devrait, contre toutes les déclarations publiques, progresser encore en 2007 : 5,9 milliards en 2006, 6,4 milliards cette année, selon les chiffres officiels. Contrairement à des déclarations entendues pendant la campagne électorale, le problème de la Sécu n'est pas derrière nous, il est devant nous. La question des retraites en particulier reste entière.

Ensuite, deux autres informations ont été publiées concernant l'assurance maladie. La première concerne des décrets parus discrètement cet été au Journal Officiel, (en plein mois d'août). Il s'agit d'un nième mini-plan de redressement, comportant des mini-réformes. C'est ainsi que jusqu'à maintenant un patient se voyait prélever le forfait non remboursé de un euro par acte médical et par consultation dans la limite d'un euro par jour. Ce plafond est désormais porté à quatre euros par jour. Voilà, paraît-il, 200 millions d'économisés.

Un autre décret autorise la CNAM à faire varier plus fortement le taux de remboursement pour les patients ne respectant pas les parcours de soins coordonnés : les patients sans médecin traitant seront encore moins remboursés. 150 millions d'économisés. D'autres mesures généralisent la suppression du tiers payant pour les patients refusant un générique. Bilan : moins de liberté pour les malades et surtout moins de remboursements. Ces mesures microscopiques ne règlent pas le déficit, qui se mesure en milliards et non en millions.

Dernière information : le Président SARKOZY a confirmé une mesure, annoncée cette fois dans la campagne, celle de la franchise non remboursée sur les soins, jusqu'à 50 euros par an, dont les médicaments (50 centimes par boîte). Encore une usine à gaz, avec des exonérations (CMU, femmes enceintes, enfants) et un plafond arbitraire qui ne tient pas compte de la nature ni du prix du médicament ! La conclusion est toujours la même: la Sécu coûte de plus en plus cher et rembourse de moins en moins.

Le gouvernement a l'habileté de lier ces « économies » au financement de dépenses nouvelles. Mais quand on a des milliards de déficits, comment songer à de telles fables ? En réalité, le déficit de la Sécu ira en s'aggravant.

Voilà donc posée, une nouvelle fois depuis un demi-siècle, la question de la légitimité du monopole public de l'assurance maladie. Quand les Français ouvriront-ils les yeux sur un système qui n'a aucun régulateur (la gratuité apparente est mauvaise conseillère) et de l'autre sur un système qui présente de moins en moins d'avantages pour un coût croissant. On parle de responsabiliser le malade, mais ce n'est pas en transférant le coût sur lui qu'on le responsabilisera.

La responsabilité passe non par un non remboursement, mais par une connaissance du coût réel et surtout par le libre choix de son assurance avec la mise en place d'une véritable concurrence dans le domaine de l'assurance maladie. Chacun choisira alors, comme pour l'automobile, non seulement son assureur, mais aussi les modalités de remboursement : celui-ci, en bonne santé, préférera une assurance moins chère et remboursant moins ; celui-là, plus malade, ou simplement plus prudent, préférera payer plus pour être remboursé plus le cas échéant.

En France, ce sujet est tabou, contrairement à bien de nos voisins (dont la Suisse). Mais qui a expliqué aux Français cette double vérité : la concurrence d'une part fait baisser les prix et les coûts ; d'autre part, c'est le seul système qui respecte le libre choix du client. Préférer le monopole public, c'est préférer l'esclavage étatique à la liberté. Pour un pays qui a mis la liberté dans sa devise, c'est tout de même paradoxal.

CRISE FINANCIERE : LE PRIX DE L'IRRESPONSABILITE

La crise financière dite des « subprime » a occupé une partie du mois d'août. Bien des experts ont tenté d'expliquer la crise, réclamant des interventions plus massives des gouvernements ou des banques centrales. Comme en 1929, la crise est analysée comme une crise de l'économie libre, une crise du capitalisme, alors que, comme Jacques GARELLO l'a clairement rappelé sur les ondes de radio-Vatican, ainsi que G. O'DRISCOLL dans le *Wall Street Journal*, il s'agit avant tout d'une crise de l'irresponsabilité générale due à l'intervention étatique, par le biais des banques centrales. Ce n'est pas une crise du libéralisme, c'est une crise de l'étatisme.

De quoi s'agit-il ? Les banques, surtout aux Etats-Unis, ont accordé de nombreux « subprime », c'est-à-dire des crédits immobiliers très risqués, sous forme de prêts à des familles dont on sait qu'elles auront le plus grand mal à rembourser. 13% du total des prêts immobiliers américains. Ce sont donc des créances douteuses, et il suffit d'un nombre élevé de non remboursement pour faire douter de la solidité des banques, engagées dans de telles opérations, qui constituent parfois une part importante de leur actif. Les marchés monétaires et financiers étant solidaires dans le monde entier, avec la mondialisation, la crise peut ensuite rapidement se répercuter sur les places boursières mondiales, le doute sur la solidité des prêteurs poussant les actionnaires à vendre des titres, de même que les banques en difficultés, qui vendent aussi des actifs, pour trouver des liquidités, et les banques solides refusant de prêter aux banques en difficultés, par manque de confiance, ce qui fait grimper les taux d'intérêt.

Si l'économie fonctionnait normalement, ces prêts devraient être quasi-inexistants, les banques agissant avec prudence et ne prêtant qu'à ceux qui sont riches ou potentiellement riches, c'est-à-dire à ceux qui peuvent rembourser ou à ceux qui investissent dans des affaires a priori rentables, c'est-à-dire dans des entreprises (et non dans l'immobilier). Mais c'est compter sans les banques centrales. Celles-ci ont pris l'habitude de couvrir systématiquement les besoins de liquidités des banques et d'arroser le marché en liquidités quoi qu'il arrive. Pourquoi une banque ferait-elle preuve de prudence et de responsabilité, si elle est sûre de trouver, en cas de crise, de non remboursement des prêts accordés, un financement à guichet ouvert ?

Dans ces conditions, les banques ne se comportent plus de manière prudente et responsable, c'est-à-dire en prenant des risques raisonnables, mais de manière irresponsable, car les banques centrales seront toujours là pour « réparer » les dégâts, voire pour « stimuler » l'économie. La faute première vient donc de l'irresponsabilité des banques centrales, qui ont empêché toute régulation du système. C'est d'autant plus vrai que dans une situation normale, une banque imprudente devrait emprunter sur le marché plus cher et, s'il elle ne trouve pas de liquidités, devrait faire faillite.

C'est aussi cette régulation que les banques centrales refusent et c'est ainsi que la BCE, à elle seule, en quatre jours à la mi-août, avait fourni au marché la somme faramineuse de 230 milliards d'euros : elle a annoncé qu'elle était prête à fournir 100% des demandes de prêts des établissements bancaires. La Fed pour sa part a baissé son taux d'escompte, rendant l'argent moins cher et plus « facile » à trouver. De quoi pousser toujours plus loin l'irresponsabilité des banques et aussi de quoi ouvrir la porte à l'inflation, en injectant massivement des liquidités artificielles : il va falloir surveiller de près l'évolution de la masse monétaire. Déjà en 1929, les manipulations monétaires hasardeuses de la banque centrale américaine avaient provoqué la crise, comme FRIEDMAN l'avait bien démontré.

Les autorités monétaires centrales, parfois poussées par les gouvernements, sont donc les premières responsables de la crise. Cela signifie-t-il qu'en l'absence de refinancement automatique, les banques ordinaires refuseraient de prendre des risques ? Évidemment non. Elles observeraient des règles de prudence, c'est à dire prendraient des risques compatibles avec leur solidité financière.

Mais l'autre erreur des banques est d'avoir donné la priorité au financement du logement, plutôt qu'à l'investissement productif, créateur de nouvelles richesses. Prêter aux « pauvres », c'est possible, comme le montre le microcrédit du banquier YUNUS, à condition de prêter à des familles qui vont investir de petites sommes dans de petites ou micro entreprises créatrices de richesses, ce qui leur permettra de rembourser les crédits. Mais rien de tel avec le logement, surtout si c'est pour se loger soi-même.

Notons d'ailleurs que les projets gouvernementaux français de financement plus ou moins public du logement, avec des garanties d'Etat, vont dans la même direction erronée que celle des banques. Seul le marché sait apprécier les risques, et non l'Etat ou les banques centrales publiques. Et seul le marché sait surmonter les crises. Chaque fois que l'Etat ou les banques centrales ont voulu, par le crédit facile, empêcher les ajustements nécessaires de se faire (baisse des cours, voire faillites), la crise a été finalement plus grave. Il faut donc moins d'interventions publiques. Malheureusement, politiques et opinion risquent d'avoir le point de vue inverse et de réclamer encore plus d'interventions sur les marchés, aggravant la crise, et pouvant provoquer inflation et récession. Déjà, la classe politique française, Président en tête, commence à s'agiter et à réclamer plus d'interventions publiques. Pour résoudre la crise, il faut que les ajustements nécessaires se fassent naturellement, pour que chacun retrouve le sens des responsabilités.

JEAN-MARIE LUSTIGER

Nous ne pouvons pas laisser passer ce numéro de rentrée sans rendre hommage, après tant d'autres, à la figure du cardinal Jean-Marie LUSTIGER. Un homme de foi et de courage, aux idées claires et à la personnalité attachante, au parcours hors du commun. Il a marqué les Français, et les autres, bien au delà des frontières du catholicisme et même des religions du livre, en apparaissant comme un homme de paix et de dialogue entre les religions et les cultures.

Mais ce qui rapproche le cardinal Lustiger de JEAN-PAUL II et de BENOIT XVI, dont il a été très proche, c'est qu'ils n'ont pas été des hommes mous, sans conviction, cherchant un faux consensus, ou une impossible synthèse, mais qu'ils ont été des hommes de conviction forte et solide, sans compromis avec l'esprit du siècle : conviction dans leur foi, bien sûr, mais au-delà dans une certaine conception de l'homme et de la société.

Ce qui rapproche sur ce point ces trois hommes sur la conception de la société, c'est d'abord une idée claire sur les totalitarismes et en particulier sur le communisme. Relisons l'une des déclarations du cardinal LUSTIGER, par exemple dans Le Monde du 13 novembre 1991 : « Tout comme le colosse aux pieds d'argile du prophète Daniel, l'empire marxiste-léniniste devait un jour s'écrouler. Il s'est bâti sur l'imposture. Il voulait tuer Dieu : il a fait des martyrs de la foi. Il voulait établir la justice pour les pauvres : les pauvres sont les victimes de son injustice. Il voulait créer une humanité nouvelle, « désaliéner » les hommes : il a installé une tyrannie cynique, sanglante et totalitaire. Il voulait unir les nations : il s'est comporté en colonisateur. Il prétendait énoncer scientifiquement la vérité : il a régné par le mensonge. Mais les empires immobiles, pharaoniques, peuvent durer des siècles. Celui-ci a eu la vie courte ».

Certes, d'aucun diront qu'il s'agit du passé et que le communisme est mort. Mais il n'est pas mort partout et en France même il est présent dans bien des têtes et dans de nombreux comportements. Et avoir les idées claires sur le communisme, le marxisme, c'est aussi avoir les idées claires sur la société libre, sur les droits fondamentaux, sur l'économie de libre marché, puisque, comme JEAN-PAUL II lui aussi l'avait bien compris, il n'y a pas d'autre alternative au totalitarisme.

Et c'est aussi avoir les idées claires sur l'homme, le respect de la vie, le refus des manipulations artificielles de l'homme. LUSTIGER rappelait aussi que « le respect des droits est la première valeur fondatrice de l'unité nationale ». Rien d'étonnant à ce qu'une partie de la gauche et de l'extrême-gauche, maire de Paris en tête, ne se soit pas associée à l'hommage de la nation au cardinal LUSTIGER.

AU SOMMAIRE DU N°924 :

EDITORIAL : Mondialisation irresponsable et injuste pp. 1-2

CONJONCTURE : Un été fiscal et budgétaire pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Poutine : Back in the USSR p. 4 – Jacques Attali, nouveau Jacques Rueff p. 5 - Assurance maladie : le malade paiera... p. 6 – Crise financière : le prix de l'irresponsabilité p. 7 – Jean Marie Lustiger p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org